



Le ministre de la Communication, Mario Dupuy, annonce un ensemble de mesures visant, dit-il, à encadrer les journalistes. L'Etat haïtien élabore un projet qui devrait permettre à un travailleur de la presse de faire l'acquisition d'une voiture flambant neuve à crédit, a informé Mario Dupuy, ajoutant que le gouvernement compte également recruter des journalistes pour renforcer les services de communication de l'administration publique.

Le gouvernement va entrer en négociation avec des concessionnaires de voitures en Haïti afin de trouver un moyen permettre à ce que des travailleurs de la presse puissent acheter une voiture à crédit. Tout journaliste qui prouve clairement qu'il exerce le métier et qui accepte de rembourser 7500 gourdes par mois aura accès à une voiture neuve, a expliqué Mario Dupuy.

L'Etat haïtien et les concessionnaires vont s'entendre de manière à ce que chacun apporte leur support, a ajouté le ministre Dupuy.

Ce programme rentre également dans le cadre des efforts du gouvernement visant à réduire la quantité de voitures usagées qui envahissent le pays dans le souci, entre autres, de protéger l'environnement, a laissé entendre le porte-parole du gouvernement.

D'un autre côté, le ministre Dupuy a annoncé un projet du gouvernement qui consistera à recruter des travailleurs de la presse pour renforcer les services de communication de l'administration publique.

Des séances de formations seront organisées par le ministère de la Communication à l'intention des journalistes qui seront sélectionnés à partir de certains critères, a indiqué Mario Dupuy. Après la formation, trente (30) journalistes seront retenus, sur la base d'un concours, pour devenir des fonctionnaires au niveau des services de communication de l'administration publique.

Selon le ministre Dupuy, le gouvernement va exécuter ce programme en vue de pallier certaines faiblesses constatées du côté de certains agents de communication dans les structures de l'Etat.

Certains observateurs voient d'un bon œil de tels projets qui visent à supporter les journalistes haïtiens dont les revenus sont faibles, ils se demandent toutefois si ces accompagnements ne se seraient pas de nature à mettre en péril l'impartialité de ce dernier dans son travail.